

Energie en France : difficultés à court terme ; sérénité à moyen et long terme

Selon une récente étude 43 % des Français seraient « climato-sceptiques » : ils doutent du discours officiel. On peut comprendre ce doute. Quelle est la cohérence d'une politique qui relance le charbon après avoir arrêté une centrale nucléaire en bon état ? Alors que, nous émettons moins de 1 % des émissions mondiales, que le CO₂ ignore les frontières et que l'accord de Paris a pour objectif la neutralité carbone *avant la fin du siècle*, pourquoi s'engager à la « neutralité carbone » *dès 2050*, ce qui serait très coûteux et contraignant ? Le discours politique serait plus crédible s'il distinguait les véritables difficultés à court ou à long terme.

A long terme : surabondance de ressources énergétiques ; mais prudence sur les matériaux

Les ressources en charbon, gaz fossile et pétrole sont ensemble largement supérieures à ce que nous pourrions utiliser dans le respect de l'accord de Paris. Mais leurs prix resteront élevés si les pays producteurs à bas coût s'entendent pour adapter leur offre aux limites de consommation que les pays importateurs ne cessent de proclamer sans les respecter : leur contribution à l'accord de Paris !

Quant aux ressources en énergie non émettrices de CO₂ -vent, soleil, biomasse et nucléaire (y compris par surgénération)-, elles sont surabondantes. *Le facteur limitant sera la quantité des matériaux* nécessaires pour pouvoir utiliser ces ressources – dix fois plus de béton, de cuivre et de fer avec des éoliennes qu'avec du nucléaire ; quatre fois plus de batteries dans les véhicules électriques que dans les véhicules hybrides rechargeables. Donc, si l'on est prudent sur les matériaux (choix des techniques, recyclage), tout ira bien.

A moyen terme : contre les émissions mondiales, éviter les dépenses et les contraintes inutiles

Il faut du temps pour éviter de la façon la moins coûteuse les émissions de CO₂. En France, la neutralité carbone en 2050 plutôt qu'en 2070 oblige à dépenser beaucoup plus en économie énergie et à démanteler prématurément de très gros moyens de production industrielle : production d'acier, d'automobiles et autres : *une « obsolescence programmée » à très grande échelle* dont je n'ai pas vu chiffrer le coût. Viser la neutralité carbone en 2070 et contribuer à éviter en 2050 dans d'autres pays autant que ce que nous émettrons à cette date coûterait beaucoup moins cher qu'être neutre en carbone dès 2050.¹

A court terme : des difficultés sur le gaz et l'électricité ; priorité à l'autonomie énergétique

Le marché du pétrole a toujours connu des cycles : prix bas, moins d'investissement de recherche et de production, montée des prix, investissement, augmentation de l'offre, etc. Les flux de produits pétroliers étant très flexibles, la décision de nombreux pays (mais pas tous) de ne plus acheter à la Russie n'aura peut-être pas d'effets durables : on voit déjà jouer un phénomène de « vases communicants ». La situation du gaz est très différente car il faut plusieurs années pour pouvoir établir de nouveaux flux : gazoducs, vaisseaux et terminaux méthaniers. L'arrêt des livraisons de gaz russe à l'Europe se fera durement sentir.

Quant à l'électricité en France, les besoins de maintenance des réacteurs nucléaires, la mise à l'arrêt de centrales au charbon et la création de nouveaux besoins créent une situation critique à court terme.

A faire – à ne pas faire – pour l'autonomie énergétique et la lutte au moindre coût contre le CO₂

A effet immédiat

- Diminuer la consommation de gaz et d'électricité dans les bâtiments ; la hausse des prix à la consommation, *avec un accompagnement social*, est plus efficace que les appels répétés à la « sobriété ».
- Ne pas démanteler les centrales à charbon et les chaudières au fioul en bon état de fonctionnement.

A décider de suite et à effet différé de quelques années

- Convenir que la France sera « neutre en carbone » si elle permet d'éviter en Afrique autant d'émissions que ce qu'elle émettra elle-même depuis son territoire¹. On peut alors viser la « neutralité carbone » en 2050 et se donner comme autre objectif de ne plus consommer d'énergie fossile en 2070.
- Autoriser la prospection de gaz de schiste dans la région parisienne et, peut-être, de gaz en Méditerranée.
- Pour plus de biomasse énergie, consommer moins de viande ; reconsidérer l'utilité comparée de cultures exportées (pouvant ruiner des cultures locales) et de cultures à vocation énergétique.
- Relancer très vigoureusement la construction de réacteurs nucléaires, avec peu d'éolien et photovoltaïque.

¹ Ce point, essentiel, a déjà été développé dans d'autres notes – voir ici [prospective de l'énergie \(hprevot.fr\)](http://prospective.de.lenergie(hprevot.fr))